

Féminisme du Sud - Chili : une critique systémique

vendredi 14 septembre 2018, par [OLMEDO CARRASCO Carolina](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2018).

En moins d'un mois, la mobilisation féministe chilienne a installé et stimulé un intense débat public sur le rôle et le potentiel du féminisme actuel dans la refondation d'une gauche pour le XXI^e siècle. C'est sans aucun doute une expérience majeure de projection systémique et une irruption idéologique dans le champ de la politique anticapitaliste.

Sommaire

- [Dans la rue, les amphis, \(...\)](#)
- [Paupérisation et/ou modernisat](#)

« Ils nous ont tant pris qu'ils ont pris aussi notre peur »

Ce processus a connu une trajectoire politique accélérée. À partir d'une mobilisation universitaire contre les violences sexistes et sexuelles et contre le harcèlement dans les établissements d'enseignement, à Valdivia le 17 avril dernier, il a réussi à rassembler et à diriger une grande part des forces sociales du changement dans les plus importantes villes du Chili, en interprétant d'une manière féministe la précarisation de la vie par un système économique mercantile et privatisateur des services sociaux. L'intensité de cette mobilisation, la multiplication des occupations et des grèves de femmes dans les principales universités du pays, ont fait que même le président Sebastián Piñera, qui est une référence pour la droite patronale chilienne, a déclaré avoir « commis des erreurs » en tant qu'homme et être féministe dans la mesure où cette dénomination implique de « croire en une égalité pleine et entière des droits, des devoirs et de la dignité entre les hommes et les femmes ». Et jusqu'au bout, les prolongements de ce soulèvement inédit des femmes du Sud se sont étendus comme autant de petites brèches fissurant tout le marché de l'enseignement du Chili – une vaste entreprise où convergent toute une série d'activités lucratives (services, immobilier, technologie), qui est du coup devenu un des nouveaux espaces d'élaboration de nouvelles subjectivités de la jeunesse.

Depuis sa construction au cours des expériences commencées au début de ce siècle, ancrées dans la nouvelle et déjà longue tradition de révoltes étudiantes, des soulèvements des femmes et des LGBTI (2000-2017), le féminisme chilien s'est consolidé et offre une réflexion nouvelle sur les rapports entre le capitalisme et le patriarcat, c'est-à-dire une révision conséquente des vieux partis-pris monolithiques du marxisme-léninisme dans le domaine du travail de reproduction et de soins. De cette façon l'examen créatif du rôle des femmes est proposé dans un processus d'avancée du socialisme ; l'intégration néolibérale accélérée des femmes au travail est saisie comme un facteur sans précédent dans l'histoire du capitalisme chilien ainsi qu'un excellent champ pour l'expansion du féminisme en tant qu'outil de lutte à un niveau général. Les féministes chiliennes organisées par la mobilisation depuis le mois de mai 2017 – une action unitaire malgré son hétérogénéité – se sont largement identifiées comme faisant partie d'une lutte locale et mondiale plus longue, tout en revenant sur leur histoire pour y chercher les moments où la pratique politique et l'horizon idéologique féministe ont concentré leur action vers une posture unitaire et intégratrice dans la lutte

pour le socialisme.

Le moment actuel de ce parcours correspond à une interprétation de cette histoire à partir de la constitution d'un sujet politique protagoniste : les femmes en tant qu'une partie de la base sociale la plus démunie dans un système fondé sur la marchandisation de la vie et la privatisation de ce qui est public, dans un pays où le marché de l'enseignement est l'un des plus importants fournisseurs de services et qui - tirant profit de l'aspiration sociale à l'éducation en tant qu'ascenseur de la mobilité sociale - a endetté un grand nombre de jeunes chiliens. Ces jeunes dans leur majorité sont des femmes en âge de travailler, du fait des conditions de longue dépendance auxquelles elles sont soumises et de la croissance du marché des professions associées aux tâches des soins - un effet collatéral de l'augmentation de la main-d'œuvre féminine.

En ce sens, il n'est pas erroné de dire que le cœur de cette mobilisation c'est l'exigence d'une réforme totale de l'enseignement public, dans l'intérêt de tous et avec une orientation féministe, pour établir une éducation non sexiste à tous les niveaux, en même temps que la dénonciation de la précarisation de la vie des femmes en tant que pilier de la croissance économique au Chili. On est loin de la structure sociale classique et de l'image des femmes universitaires en tant que privilégiées par rapport à leurs pairs prolétaires et faisant partie de la classe moyenne ou des intellectuels - une image conservatrice du féminisme conçue dans le cas chilien comme le produit d'un processus exemplaire de « modernisation néolibérale ». Au Chili, les étudiantes sont le principal combustible d'un marché fondé sur l'endettement pour l'obtention de certificats permettant d'accéder à un monde du travail hautement professionnalisé qui, après des décennies de croissance mercantile de l'enseignement supérieur, impose des bas salaires à ceux qui n'ont pas de titre universitaire. De cette façon l'université chilienne - marquée par la privatisation et l'endettement - s'est convertie en une scène où les différentes générations de féministes, unies par leurs expériences, parfois en lutte depuis l'enseignement secondaire jusqu'à leur vie en d'enseignantes, ont pu se déployer. C'est ce qui a consolidé la lutte pour l'égalité dans l'enseignement public en tant que pépinière de la transformation de la société et aussi pour la défense de l'université en tant qu'espace devant intégrer les revendications féministes en tant que modèle : un élément qui a marqué l'action politique depuis les premières exigences d'éradication totale des pratiques d'abus et de harcèlement dans les universités.

En abordant son hétérogénéité comme une force et une différence par rapport aux identités politiques rigides qui caractérisaient la gauche chilienne du siècle précédent, il est possible de voir dans la construction de cette force nouvelle le résultat d'une longue résistance aux politiques pratiquées dans l'après-dictature. L'une des principales caractéristiques de ce mouvement est son rejet de l'essentialisme, sa capacité d'intégrer les diversités sexuelles et sa forte identité idéologique de gauche. Émergeant des secteurs appauvris de la société néolibérale - mais aussi ce qui reste des luttes du passé - le mouvement féministe est vu comme un laboratoire de la nouvelle politique pour les sujets marginalisés par l'exercice politique imposé par l'État subsidiaire, qui - dans l'économie de marché tout comme dans l'activité forcée dans un mouvement politique qui les convoque - sauve les femmes du dépouillement.

Dans la rue, les amphis, les maisons et les lits

En remettant en cause le droit à l'enseignement et en valorisant sa privatisation accélérée, à partir des années 2000 l'éducation au Chili est devenu un « marché d'opportunités sociales » solidement établi. Cela a ouvert la voie au développement de nouvelles universités dont le caractère massivement lucratif a conservé la tradition capitaliste de prendre appui sur les vieilles structures de l'oppression pour assurer l'expansion des marchés nouveaux. Le mouvement féministe qui a

émergé dans ces universités, où le nombre des étudiants a augmenté ainsi que leur origine plus populaire, considère que les conditions antidémocratiques et mercantilistes qui les régissent sont le fondement de la reproduction de la violence machiste et de l'inégalité de genre tant dans l'enseignement supérieur que dans les domaines d'insertion professionnelle ultérieure des étudiants.

En poursuivant les luttes de résistance - sous la dictature et au début de la période démocratique - la réflexion féministe née dans les universités au cours de la dernière décennie a eu un écho médiatique à partir du mouvement social pour l'éducation en 2011 en exigeant un enseignement public, gratuit et de qualité. Au fur et à mesure du développement du mouvement dans les facultés, le mouvement féministe a porté la nécessité de créer une éducation nouvelle, de caractère non sexiste, condition d'une véritable démocratisation du droit universel à l'enseignement. Dès lors, le féminisme présent dans les différentes organisations, coordinations et collectifs universitaires s'est donné pour but de surmonter le patriarcat, en dépassant le cadre de l'institution universitaire et en se projetant dans toute la société, et a rejoint le mouvement étudiant en faisant sienne la défense de l'enseignement public. La réflexion popularisée dans ce domaine par le mouvement féministe visait à rendre les femmes visibles et légitimes ainsi qu'à interpeller, à partir d'une perspective de genre, les rapports sociaux, les pratiques et la production du savoir, au sein des diverses communautés où il se développait. Cela permettait une remise en question radicale des structures historiques de domination au sein des universités. Un exemple de ceci est la dénonciation de la division sexuelle du travail, qui prévaut dans les programmes d'études proposés par les établissements d'enseignement supérieur publics et privés de ce pays, qui reproduisent et projettent dans la sphère professionnelle les rôles de genre imposés dans le domaine privé (soins, parentalité et enseignement). Le fait que les femmes soient devenues majoritaires dans les universités de masse n'implique d'aucune manière une démocratisation plus grande de ces espaces de formation, mais au contraire la création de nouvelles niches d'expansion des effectifs universitaires qui reproduisent les formes existantes de ségrégation. Pour le féminisme c'est donc un champ d'action et de conflit concret au sein du mouvement étudiant. L'émergence d'une critique radicale de la reproduction des contenus et des attitudes sexistes dans les universités met ainsi au centre des débats les aspects qualitatifs de l'enseignement en tant que moteur du changement. L'idée du droit à l'éducation en tant que mécanisme d'intégration sociale et pilier indiscutable de la construction d'une société non patriarcale a été ainsi reprise par le féminisme. Ce processus de prise de conscience et de construction politique féministe dans les universités a permis une multiplication de structures s'occupant de la sexualité et du genre à partir de 2011, de même que la réalisation de diverses rencontres nationales pour l'enseignement non sexiste qui, depuis 2014, ont facilité le dialogue entre les courants féministes divers au sein et en dehors de l'espace éducatif.

L'apparition publique de ce féminisme universitaire, dont l'extension et le discours ont été renforcés par le mouvement étudiant apparu en 2011, a permis au mouvement féministe de s'emparer des rues et de s'associer ainsi aux divers secteurs de femmes, jusque-là exclues de la politique tout en exprimant la précarisation des femmes. Ainsi les organisations luttant contre la violence de genre, contre le harcèlement dans les rues et au travail, pour la dépénalisation de l'avortement et la légalisation de la « pilule du lendemain », pour l'égalité salariale et en faveur d'une loi d'identité de genre affrontent le même ennemi : le système économique néolibéral dont l'expansion se nourrit des conditions accordées par le patriarcat à une intégration précaire des femmes dans le monde du travail et au contrôle des corps des femmes, tant dans le travail formel que dans les tâches associées au genre dans l'espace privé et la reproduction. Et ce fut la création du Réseau chilien contre la violence à l'égard des femmes (2004) et la réalisation de la première marche contre les violences faites aux femmes sous le mot d'ordre « le machisme tue » (2008) ainsi que les initiatives qui, à partir de 2013, visaient à mettre en place un horizon de la libération des corps contre l'interdiction absolue de l'avortement, qui a duré au Chili jusqu'en 2017 [1]. Le débat aboutissant au vote d'une première loi permettant l'avortement dans trois cas (risque pour la vie de la mère, grossesse à la

suite d'un viol et fœtus non viable), qui avait établi un espace conflictuel de dialogue entre les organisations du féminisme - radical, étudiant, social et gouvernemental - a été un tournant important vers la massification actuelle de ce mouvement. Autour de l'exigence de la liberté de l'avortement, les organisations radicales [2], bien que surtout présentes dans la sphère universitaire ont initié une critique accablante des stéréotypes hérités de la dictature et matérialisés dans la Constitution de 1980, que l'État reproduit : la souveraineté des femmes sur leurs vies et leurs corps est toujours niée, elles n'ont le droit d'avorter qu'en tant que « victimes », c'est-à-dire que les politiques publiques restent conservatrices et paternalistes dans le domaine de la sexualité féminine, évitant ainsi par un discours médical la mise en valeur du travail reproductif. Malgré les tensions entre les divers intérêts, origines et orientations idéologiques, la mise en place de la coordination chilienne #NiUnaMenos en 2016 - un espace unitaire de la diversité des féminismes - a été un processus sans précédent de dialogue et d'élaboration entre les politiques et les militantes, entre les organisations défendant une posture unitaire et celles de l'intersectionnalité, commençant un cycle dont l'ambition est la refondation - à partir du féminisme - d'une nouvelle gauche pour le Chili.

Il est significatif qu'au sein de ce mouvement si diversifié les discours - sociaux, politiques et intellectuels - s'affirment de manière plus ou moins forte en tant que pensée d'une troisième vague du féminisme, initiée à la fin du XX^e siècle, refondant son savoir à partir de son caractère global, reconnaissant la multiplicité de formes d'être femme sous le capitalisme, intégrant les perspectives de classe et de race en tant qu'axes fondamentaux pour toute construction d'un sujet politique pour l'émancipation. La relecture des œuvres des féministes latino-américaines, telle Julieta Kirkwood Bañados [3], élaborée au sein de la troisième vague et des mobilisations sociales faisant face à la brutale conversion économique au néolibéralisme dans le contexte autoritaire du Cône Sud, ouvre devant la gauche anticapitaliste chilienne un espace inédit pour construire les nouvelles identités, qui intègrent le féminisme contemporain dans la modernisation de ses principes idéologiques et des rapports sociaux. De même, dans un texte signé plusieurs mois avant son élection par la députée chilienne et ancienne présidente de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili, Camila Rojas Valderrama (4), la vision de cette trajectoire latino-américaine des connaissances féministes impose à la gauche actuelle « la rébellion et la critique d'un ordre qui nous voit et nous traite comme inférieures » et analyse la reproduction de l'ordre patriarcal en tant que « côté obscur » du boom économique chilien et de son intégration au sein de l'OCDE. Héritage du cycle des mobilisations étudiantes (2001, 2006 et 2011), le féminisme chilien contemporain tire sa puissance de sa critique du système dans sa totalité en montrant que l'économie néolibérale et les politiques de l'État subsidiaire visent la précarisation de la vie et la ségrégation sociale.

Paupérisation et/ou modernisation ? Le débat actuel sur le féminisme

C'est cette trajectoire hétérogène et affirmée qui entre en collision avec l'« Agenda femme » du président Sebastián Piñera. Sa réponse aux mobilisations féministes des dernières semaines vise à préparer une posture conservatrice du second gouvernement post-dictatorial de la droite chilienne : renforcer le rôle de l'État et une conception essentialiste de la femme « naturellement différente de l'homme », avec des mesures mercantiles visant à encadrer les droits sociaux, y compris ceux de santé, de l'éducation, du logement et des pensions. Les organisations de la gauche ont aussi dénoncé la tendance persistante de ces mesures « pro-femme » à consolider un sujet féminin de façon à maintenir un système économique qui perpétue la précarisation de la vie des femmes [4]. Sebastián Piñera fait le choix d'ignorer les demandes sociales d'une éducation non sexiste, oublie les mesures concrètes aussi bien pour faire face aux emplois précaires que pour empêcher l'augmentation des violences de genre et la paupérisation de larges secteurs de femmes dans le pays et dans la région. Il ne tient pas plus compte des tâches de reproduction et de soins domestiques qui sont un travail fondamental pour toute la production.

Dans ce sens le plus grand soulèvement féministe de l'histoire du Chili est devant un défi qui dépasse le débat sur ses origines et le sens actuel de la mobilisation : la construction d'une direction politique anti-néolibérale qui, à partir du mouvement féministe comme fer de lance, approfondira la lutte pour tous les droits sociaux. C'est là que réside le potentiel de ce féminisme du Sud : dans son interpellation critique des promesses non tenues de démocratisation et de liberté après la dictature, et cela s'exprime clairement avec toutes les réformes qui tournent le dos à la société mobilisée et l'absence de remise en cause des institutions héritées de la dictature, l'hégémonie du marché et les privatisations continues de ce qui est public.

Cela dit, il n'est pas moins important de prendre en compte - en tant que contexte permettant l'émergence de l'actuel mouvement féministe chilien - la profonde crise de légitimité de la démocratie dite en transition, qui affecte l'ensemble du système formel des partis, depuis la droite jusqu'au Frente Amplio (Front large), récemment constitué.

Recherchant des référents pour imaginer une démocratie nouvelle qui assumerait la tâche de l'intégration sociale dans un des pays les plus inégalitaires du monde, les citoyennes et les citoyens font aujourd'hui l'expérience du premier espace créatif et ouvert à la société dans ce but : le féminisme - qui a lancé un appel aux secteurs historiquement exclus. De là vient que le mouvement féministe chilien est perçu moins comme le résultat de deux décennies de modernisation marchande de ce pays, et plus comme instance revendicative et reconstructrice des droits sociaux perdus. Sans oublier une refondation des rapports entre les hommes et les femmes au sein de la gauche chilienne afin de les faire converger ensemble vers une action de transformation de la société. Cela rappelle à cette gauche ses succès et ses erreurs en ce qui concerne la participation politique des femmes et devient une tradition de lutte incontournable pour toutes les forces transformatrices en Amérique latine. Revenant au socialisme en tant qu'horizon collectif de défense contre les avancées déshumanisantes du marché et des réformes, le féminisme actuel représente dans notre région une réelle possibilité de mettre fin à un ordre social fondé sur la génération d'une humanité de seconde classe. De cette manière, l'avènement des exigences féministes permettrait une fois de plus, cette fois-ci de manière authentique et intégratrice des majorités, de repenser la démocratie au Chili pour qu'elle offre à toutes et tous l'égalité et la liberté.

Carolina Olmedo Carrasco, Santiago de Chile, le 31 mai 2018

P.-S.

• Inprecor n° 653-654 juillet-août 2018 :

<http://www.inprecor.fr/article-Chili-Féminisme%20du%20Sud%20:%20une%20critique%20systémique?id=2157>

Cet article a d'abord été publié par la revue Viento Sur : <http://vientosur.info>

• Traduit du castillan - Chili - par JM

• Carolina Olmedo Carrasco, militante féministe, est historienne d'art au Centro de Estudios Culturales y Latinoamericanos (Cecla) de l'Universidad de Chile. Elle fait partie de la vague de mobilisations de masse, qui a conduit à l'expérience du mai féministe au cours des dernières semaines dans différentes régions d'Amérique latine et en Europe.

Notes

[1] Les femmes chiliennes avaient gagné le droit à l'avortement en 1931, mais il leur a été retiré en 1989, la dernière année de la dictature issue du coup d'État d'Augusto Pinochet de 1973. Puis ce furent 28 ans de lutte pour que le 21 août 2017 le Tribunal constitutionnel valide enfin (par 6 voix contre 4) la loi adoptée par le Parlement qui dépénalise « l'avortement thérapeutique ».

[2] Par exemple Línea Aborto Libre, une organisation qui milite pour les avortements médicaux : http://infoabortochile.org/?page_id=549.

[3] Julieta Kirkwood Bañados (1935-1985) était une théoricienne chilienne, une des fondatrices du mouvement féministe chilien des années 1980 et l'une des précurseuses des études de genre dans ce pays. Fondatrice du mouvement féministe d'opposition à la dictature du général Pinochet en 1983, dont le mot d'ordre, proposé par elle, était « démocratie dans le pays, à la maison et au lit ». Elle a écrit de nombreux livres devenus des références théoriques du féminisme au Chili et en Amérique latine.

[4] Sofía Brito, « El feminismo volvió para quedarse » : <https://www.frente-amplio.cl/noticias/columnas/sofia-brito-el-feminismo-volvio-para-quedarseN°653-654> juillet-août 2018